

respectée.—Ceci était à dire, parce que d'abord, la question romaine est la question du monde chrétien et civilisé ; en second lieu, parce que même de bons esprits, évidemment trompés, pensent et écrivent, entre autres mécomptes, que sans arrière-pensée, Napoléon et son gouvernement s'occupent beaucoup et sincèrement du sort actuel du bas clergé. Encore une fois, il n'y a là que diplomatie et subterfuge, et voilà tout. Rien de si facile à prouver par des paroles et des faits venant tous soit des ministres du gouvernement français, soit de la mauvaise presse qu'il a à son service. Qu'on ne s'y méprenne donc point.

A part ce nouveau symptôme dans l'esprit mauvais qui veut toujours dépouiller le Saint-Père et les princes italiens pour assurer au Piémont et à la Révolution le fruit de leur commun brigandage, les événements ont peu varié dans la péninsule italienne. Toujours les brigands, c'est-à-dire les sujets fidèles du roi de Naples, s'opposent à main armée à l'usurpation et aux cruautés piémontaises. Vainement les oppresseurs prétendent à toute force avoir révoqué ces brigands ; les brigands reparaissent toujours, et chassent devant eux les Piémontais. Si bien, que le découragement aujourd'hui est beaucoup plus du côté des prétendus vainqueurs que du côté des brigands.

A Rome, il y a eu changement de personnel dans l'ambassade de France, et un nouveau nonce a été accrédité par Sa Sainteté auprès de l'Empereur des Français. Sans le parti pris, aux Tuileries, de ne considérer la spoliation du Saint-Père que simplement comme une question *politique*, on serait porté à croire que bientôt heureusement les meilleurs rapports vont s'établir entre le Pontife et l'Empereur. Cependant, il n'en sera rien tant que Pie IX maintiendra envers et contre tous ses droits sacrés. C'est ce qu'il a dit bien des fois, et il est de son devoir et dans son intention très-firme d'y tenir jusqu'à la fin. Reste à savoir ce que l'Empereur, de son côté, pense faire. Pour nous, rien jusqu'ici, malgré les belles paroles et certains actes complaisants du chef actuel de la France, rien ne nous laisse espérer de sa part une intelligence franche et sincère du véritable état de la question. Ce que, dans cette question, tous les catholiques immiments par la vertu et les lumières, ainsi que les meilleurs esprits parmi les protestants, voient et comprennent comme le Saint-Père, comme tout l'épiscopat et comme tous les vrais catholiques, la prétendue *politique* de l'Empereur ne paraît pas encore lui avoir permis de voir et de comprendre comme tout le monde. Alors, s'il n'y a point de changement bien ôté sur ce point, il n'est pas difficile de dire que l'Europe est à la veille du cataclysme qu'on lui prépare depuis bientôt trois ans. Le Pape, quelque soit le rocher qui le reçoit au fort de la tourmente, il y sera debout et régnera toujours sur le monde catholique. Quant à l'Empereur, où sera-t-il ? et que sera-t-il ?... Voilà à quoi on peut songer en attendant. Depuis longtemps le monde social et chrétien n'a que deux têtes, le Pontife de Rome et le chef de la France. D'accord, ces deux têtes font la paix dans les esprits et dans les

sociétés : divisées, elles divisent nécessairement la société et les esprits. Mais qui a raison ici ? Évidemment, aux yeux de tout homme de bon sens et de justice la plus évidente, c'est le Pontife. Donc l'autre tête aurait besoin enfin d'ouvrir les yeux ; car les conséquences pour elle et pour la société européenne seront terribles, de l'aveu de tous. Tel est aujourd'hui le bilan de la question romaine.

Rien de bien nouveau ne s'est produit dans les autres États de l'Europe. L'esprit révolutionnaire et annexionniste continue partout de saper plus ou moins les sociétés et les États existants, sous prétexte, comme en Italie, d'y implanter la *grande unité nationale* : c'est-à-dire, on veut tuer les petites nationalités qui ont su vivre depuis des siècles de leur propre vie, pour leur donner en commun une vie de sang et de boue comme dans l'Italie du jour. C'est à quoi aboutit la passion nouvelle dont on s'est pris en faveur des nationalités. On a fait de cette passion une sorte de dogme, un *nouveau droit* mais dogme contradictoire, droit flou et injuste ; témoin la Pologne ; témoins bien d'autres nationalités véritablement souffrantes, mais que cet autre *droit nouveau*, la *non-intervention*, fait laisser sous le fouet révolutionnaire ou oppresseur. Eh bien ! tout cela finira quand le cataclysme aura passé, si Dieu veut qu'il passe pour ouvrir les yeux aux aveuglés de la diplomatie, ou de la ruse, ou de la violence. Le séat français vient de donner une grande espérance aux amis de la justice, de l'ordre et de la religion. La question romaine, ainsi que tout l'ensemble des événements du jour y ont reçu une explication, ou plutôt, y ont acquis une victoire morale bien au-dessus de la victoire de chiffres et de majorité qu'y a obtenue le gouvernement de l'Empereur. Le Saint-Père y a vu le nouveau ses droits magnifiquement vengés. La Société de Saint Vincent de Paul, qu'un ministre par le même gouvernement a osé mettre sur un même pied légal que la franc-maçonnerie, y a vu aussi ses droits et ses immenses services hautement et chaleureusement glorifiés. La mauvaise presse y a été dénoncée avec raison comme plus favorisée par le gouvernement que la presse catholique. Le refus fait par le même gouvernement aux évêques de la *filles aînées des nations*, la France, d'aller à Rome, à l'invitation du Pontife universel, y a été, comme de droit, jugé injuste, vexatoire et contraire à la dignité et à la gloire religieuse de la France. En elle, après toutes les tactiques que le gouvernement actuel a tenté d'imprimer à la France catholique, ce refus maladroit, autant qu'il est injuste de tout point, va égaler à cet égard le gouvernement français au régime oppresseur du prétendu royaume d'Italie, qui, lui aussi, cela se comprend, va descendre aux évêques italiens de se rendre à Rome : tandis que la Russie schismatique et oppressive a déjà fait savoir qu'elle n'entendait apporter aucun obstacle au voyage des évêques. Ainsi front tous les États catholiques et même non catholiques. Alors quel vide humiliant on va faire laisser à l'épiscopat français dans une circonstance au plus haut point solennelle, et dans